

Les lois de l'économie ne sont pas celles que l'on croit

Plutôt que de lois économiques en quelque-sortre transcendantes ou naturelles, Jacques Généreux parlent de lois humaines et de mécanismes économiques qui dépendent de choix politiques.

Il explique que ce qu'entendent par lois économiques les médias dominants sont en réalité des principes tirés des théories du néo-libéralisme. La théorie classique, même la plus orthodoxe, reconnaît, à l'inverse des néo-libéraux, la nécessité d'un État régulateur voire interventionniste et la nécessité de l'impôt comme prix des services publics pour éduquer, soigner, payer les retraites, assurer la sécurité intérieure et extérieure,...

Les grands patrons, et l'élite politique et médiatique qui les servent, ont bien compris l'usage qu'ils pourraient toujours tirer de slogans simples prônant les principes néo-libéraux présentés comme des lois économiques insurmontables : laisser faire les marchés, limiter l'implication de l'État dans la sphère financière et économique, baisser les impôts, libéraliser, privatiser, réduire les coûts, flexibiliser, pousser l'innovation « quoi qu'il en coûte »,...

Jacques Généreux présente ensuite « la caricature du discours supposé économiquement correct et non ce qui nous semble constituer une présentation honnête des résultats de l'analyse économique.

La reconnaissance des lois naturelles de l'économie

Jacques Généreux présente les grandes périodes historiques et les penseurs principaux de l'histoire de l'économie depuis le 18ème siècle.

###Petit aparté du lecteur

L'économie est riche d'un foisonnement d'écoles de pensée depuis les premiers « économistes » issus des Lumières : l'école des physiocrates de François Quesnay (1694-1774). Pour les physiocrates la seule richesse est produite par la terre. L'industrie et le commerce (secteurs stériles) ne font que transformer et mettre en circulation les produits agricoles et miniers.

Les théories de l'école classique, d'où naîtra le courant libéral et le capitalisme, sont élaborées par Adam Smith (1723-1790), David Ricardo (1772-1823), Jean-Baptiste Say (1767-1832).

La première critique du capitalisme est le fait de Karl Marx (1818-1883), de son ami et philosophe Engels et des premiers « socialistes » comme Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865) en France.

La fin du 19ème siècle et le début du 20ème siècle sont marqués par une critique non pas du capitalisme mais d'un capitalisme non régulé redéfini par l'école des néo-classiques qui croient en « *l'équilibre spontané et optimal des marchés concurrentiels* ».

La critique d'un capitalisme non régulé est menée par J.K Galbraith (1908-2006) qui va inspirer le New Deal américain du président F.D. Roosevelt et par John Maynard Keynes (1883-1946). Il est à l'origine d'un courant qui conteste la capacité autorégulatrice des marchés et démontre la nécessité d'une régulation politique de l'économie. La plupart des pays occidentaux suivent ce courant de pensée des années 1940 aux années 1970. C'est la mondialisation qui ramène les élites des pays occidentaux à une réalité dans laquelle les marchés ont à nouveau la prééminence.

Les écoles de pensée sont aujourd'hui représentées par ceux qui critiquent le capitalisme, les marxistes, les néo-marxistes et l'école de la régulation, ceux qui proposent une régulation du capitalisme, les post-keynésiens et les néo-keynésiens, et ceux qui défendent encore et toujours les lois du marché comme seules garantes de l'intérêt général, les monétaristes, les nouveaux classiques, l'école autrichienne,...

###fin de l'aparté

Les vertus du marché libre

Pour les libéraux, quelque soit leur école de pensées, les marchandises (y compris le travail) doivent s'échanger sur des marchés ou les lois de l'offre et de la demande sont les seules garantes pour atteindre l'équilibre, c'est-à-dire pour que toutes les ressources soient engagées de façon optimale pour obtenir un prix juste. Ces marchés gèrent librement l'ensemble des biens et des services privés. L'État ne doit pas intervenir dans ses échanges, il doit simplement assurer la sécurité des échanges, la justice, la défense et la production de quelques biens et services publics ; c'est l'État minimal. Tous les agents qui interagissent sur les marchés, les producteurs et les consommateurs par exemple, sont indépendants les uns des autres et n'agissent que pour subvenir à leurs besoins égoïstes. Ce sont les lois du marché et de la concurrence, la « *main invisible* » selon Adam Smith, qui guident les entrepreneurs vers la recherche du bien-être général.

Ces lois ne s'appliquant pas pour la production des biens et des services publics, c'est à l'État et aux collectivités locales de s'en assurer. Les lois et règlements sont alors nécessaires pour contraindre les individus, et l'impôt est le prix à payer pour ces biens et services publics.

Le mariage de la justice et de la concurrence

Cependant, les théories néo-libérales et leurs applications dans le capitalisme achoppent sur deux écueils :

- Le problème de la justice au travers de l'existence de « laissés pour compte », la part de plus en plus importante de la société souffrant de pauvreté (1 français sur 5 en 2017), de grande pauvreté voire de très grande pauvreté.
- Le problème des déséquilibres présents sur l'ensemble des marchés : crises, chômage.

Pour les néo-libéraux cela est la simple traduction d'une trop grande implication de l'État dans l'économie. Ils proposent donc toujours plus de marchés libérés de toute contrainte étatique !

Les méfaits de la régulation politique

Dans cette partie, Jacques Généreux explique quel est la place et le rôle de l'État dans un état capitaliste :

- L'impôt est un mal nécessaire qu'il faut maintenir au plus bas.
- Les politiques interventionnistes de type keynésien sont des entraves à un bon fonctionnement microéconomique des marchés et poussent à créer de l'inflation et de la dette publique.

###Petit aparté du lecteur

L'inflation est un problème dans la théorie économique classique car les tenants de cette théorie pensent que la monnaie est neutre. Il ne saurait donc y avoir de relance de l'activité économique par la demande en augmentant le salaire de base par exemple ou en investissant dans les services publics. Pour les tenants des théories classiques, seules les quantités de facteurs de production disponibles (main d'œuvre, équipements, matières premières) sont capables de générer de la croissance.

###fin de l'aparté

Et pourtant, la vraie science économique n'est pas néo-libérale

Pour Jacques Généreux le discours économique néo-libérale ne devrait pas seulement être critiqué sur ses manquements dans les domaines de la justice, de la démocratie et de l'environnement. La critique doit précisément portée sur l'analyse économique des trois derniers siècles pour montrer les erreurs de la théorie classique et les errements des théories libérales et néo-libérales.

Les six piliers de la sagesse économique

Jacques Généreux présente ici les six soi-disant piliers de la sagesse économique qui sont de pures hypothèses d'écoles jamais confirmées par les faits :

1. Les lois économiques sont comparables aux lois de la physique ; La volonté humaine ne peut pas agir dessus.
2. La valeur réside principalement dans la production des biens et services marchands.
3. Le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande assure l'équilibre général des marchés
4. Le libre jeu de la concurrence garantit l'usage le plus efficace des ressources
5. Le rôle économique de l'État et du politique se cantonne à la production de quelques biens publics
6. La justice est un problème strictement politique, dont le règlement est indépendant du choix du système économique.

Ensuite, Jacques Généreux présente les six vraies lois de la sagesse économique qui sont acceptées par l'immense majorité des économistes orthodoxes.

1. Les lois de l'économie sont les lois des hommes. Elles sont fondées sur des conventions, des règles et des institutions créées par des hommes.
2. Ce qui a de la valeur n'a pas de prix. La valeur réside aussi dans toute activité humaine répondant à la satisfaction de besoins.
3. La loi du déséquilibre général. Le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande conduit au déséquilibre général des marchés.
- 4.